

N° 7-12

# BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



## DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 11 juillet 2023

### **AVIS ET PUBLICATION :**

- PREFECTURE :
  - Cabinet
  
- SERVICES DECONCENTRES :
  - DDETSPP

Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique - Publications).

# **SOMMAIRE**

## **PREFECTURE DE LA MARNE**

### **Cabinet**

**p 4**

- Arrêté du **11 juillet 2023** portant restrictions de vente, de transport et d'usage de produits ou objets dans le périmètre du département de la Marne
- Arrêté du **11 juillet 2023** autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs

## **SERVICES DECONCENTRES**

### **Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (D.D.E.T.S.P.P.)**

**P 12**

- Arrêté préfectoral modificatif du **10 juillet 2023** portant la création de 33 places de Centre Provisoire d'Hébergement (CPH) géré par l'association Club de Prévention d'Eprenay (N° SIRET : 31472006100055) 9 avenue Middlelkerke 51200 Eprenay

# Préfecture de la Marne

**Préfecture de la Marne**

**Cabinet**

Châlons-en-Champagne, le 11 juillet 2023

Arrêté portant restrictions de vente, de transport et d'usage de produits ou objets dans le périmètre du département de la Marne

Le préfet du département de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 557-6-3 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code des douanes, et notamment ses articles 38 et 323 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 4141-13 et suivants et L. 3136-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n°2023-576 du 8 juillet 2023 portant interdiction de la vente, du port et du transport d'engins pyrotechniques et d'artifices de divertissement ;

Vu le décret du 16 mars 2022 du président de la République nommant Monsieur Henri PREVOST, Préfet de la Marne, publié au Journal officiel de la République française ;

Vu le maintien de la posture *Vigipirate* au niveau « *sécurité renforcée – risque attentat* » jusqu'à nouvel ordre ;

Considérant que le contexte actuel nécessite une mobilisation importante des forces de l'ordre pour assurer la sécurisation générale du département de la Marne ;

Considérant qu'au cours des précédentes nuits, plusieurs troubles graves à l'ordre public ont pu être constatés sur l'ensemble du département dans le cadre de violences urbaines ;

Considérant que de nouveaux troubles pourraient survenir durant les prochains jours ;

Considérant que dans le contexte actuel, l'usage inconsidéré de produits inflammables, chimiques ou explosifs et enfin la détention et le transport d'arme sans motif légitime ou d'objet pouvant constituer une arme par destination sont de nature à troubler gravement la tranquillité publique et la sécurité publique ;

Considérant qu'afin de prévenir ces troubles et éviter ces risques, il convient de prononcer des mesures proportionnée et adaptée à la situation ;

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet du préfet de la Marne ;

## ARRETE

Article 1 : La vente d'hydrocarbure dans un récipient transportable et le transport d'hydrocarbure dans un récipient transportable sont interdits dans le département de la Marne du mardi 11 juillet 2023 à 15 heures au samedi 15 juillet 2023 inclus.

Article 2 : La vente et le transport d'acides, de produits inflammables, chimiques ou explosifs sont interdits dans le département de la Marne du mardi 11 juillet 2023 à 15 heures au samedi 15 juillet 2023 inclus.

Article 3 : La détention et le transport d'armes ou objet pouvant constituer une arme par destination sont interdits dans le département de la Marne du mardi 11 juillet 2023 à 15 heures au samedi 15 juillet 2023 inclus.

Cette interdiction ne s'applique pas aux situations de détention légale d'armes caractérisées, par ailleurs, par un motif légitime de transport.

Article 4 : Il est rappelé que la vente, le transport, le port et l'usage d'engins pyrotechniques et d'artifices de divertissement sont interdits jusqu'au 15 juillet inclus.

Cette interdiction ne s'applique pas aux détenteurs d'un agrément préfectoral ou du certificat de qualification, aux personnels des collectivités locales, aux membres des comités des fêtes habitués au tir des feux d'artifice non classés « spectacles pyrotechniques ».

Par ailleurs, il est rappelé que l'importation depuis tout pays de l'UE ou hors de l'UE, y compris par voie postale, des artifices de divertissement et articles pyrotechniques est soumise à autorisation douanière dite autorisation d'importation de produits explosifs. En l'absence d'une telle autorisation, tout contrevenant s'expose à la saisie immédiate des marchandises introduites par des agents des douanes, des policiers ou des gendarmes ainsi qu'à une amende douanière allant jusqu'à 2 fois la valeur de la fraude.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté est à effet immédiat et peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Article 7 : Madame la Directrice de cabinet, Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Marne et Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Reims et

Madame la procureure de la République près le Tribunal Judiciaire de Châlons-en-Champagne.

Le préfet,



Henri PREVOST



**Arrêté autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission  
d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs**

Le préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 242-1 à L. 242-8 et R. 242-8 à R. 242-14 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 16 mars 2022 du Président de la République nommant M. Henri PREVOST, préfet du département de la Marne,

**Vu** l'arrêté du ministre de l'Intérieur et des outre-mer, en date du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant être simultanément utilisées dans chaque département et collectivité d'outre-mer ;

**Vu** la demande en date du 10 juillet 2023, formée par la direction départementale de la sécurité publique visant à obtenir l'autorisation de capter, d'enregistrer et de transmettre des images au moyen d'une caméra installée sur un drone de marque DJI modèle M30T n°1581F62HD227S00CJP11, aux fins d'assurer la protection de la période couvrant du mardi 12 juillet 2023 au mercredi 13 juillet 2023 ;

**Considérant** que les dispositions susvisées permettent aux forces de sécurité intérieure, dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public et de protection de la sécurité des personnes et des biens, de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des drones aux fins d'assurer la sécurité des personnes et des biens et prévenir les troubles à l'ordre public dans le cadre des opérations de rétablissement de l'ordre public ;

**Considérant** que notamment, le 2° de l'article L. 242-5 susvisé prévoit que ces dispositifs peuvent être mis en œuvre au titre de la sécurité des rassemblements de personnes sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public ainsi que de l'appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public, lorsque ces rassemblements sont susceptibles d'entraîner des troubles graves à l'ordre public ;

**Considérant** le risque sérieux, à l'instar des précédentes nuits et à l'occasion des festivités de la Fête nationale, de troubles à l'ordre public durant la période couvrant du mardi 12 juillet 2023 au mercredi 13 juillet 2023 dans le périmètre de la communauté urbaine du Grand Reims ;



**Considérant** qu'au regard de cette situation et en cas de trouble qui surviendrait, il est nécessaire de disposer d'une vision en grand angle pour permettre le maintien ou le rétablissement de l'ordre public tout en limitant l'engagement des forces au sol ;

**Considérant** que le recours aux dispositifs de captation installés sur un aéronef est nécessaire et adapté d'autant qu'il n'existe pas de dispositif moins intrusif permettant de parvenir aux mêmes fins ;

**Considérant** que la demande porte sur l'engagement d'une caméra aéroportée sur un aéronefs pendant la seule durée de la période couvrant du mardi 12 juillet 2023 au jeudi 14 juillet 2023 ;

**Considérant** que les lieux surveillés sont strictement limités au périmètre de la communauté urbaine d'agglomération du Grand Reims où sont susceptibles de se commettre, à l'instar des précédentes nuits, des atteintes à l'ordre public que l'usage des caméras aéroportées vise à prévenir ;

**Considérant** que la durée de l'autorisation est également strictement limitée à la durée des événements potentiels ;

**Considérant** le recours à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images fera l'objet d'une information par plusieurs moyens adaptés ;

**Considérant** en effet qu'outre la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, ce dispositif fera l'objet d'une information *via* le site de la préfecture de la Marne ;

**Considérant** de même, une information spécifique sera apportée sur les lieux de l'événement au cours de laquelle les caméras aéroportées seront utilisées, visant à avertir les personnes présentes qu'elles sont susceptibles d'être filmées, au moyen de messages sonores et d'information des organisateurs par les forces de sécurité intérieure présentes ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du préfet de la Marne ;

### **Arrête**

**Article 1** : La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par la direction départementale de la sécurité publique, sont autorisés au titre de la sécurité de l'exercice et l'appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public.

**Article 2** – Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément aux traitements mentionnés à l'article 1 est fixé à 1.

**Article 3** – La présente autorisation est limitée au périmètre de la communauté urbaine du Grand Reims.

**Article 4** – La présente autorisation est délivrée du mardi 12 juillet 2023 au jeudi 14 juillet 2023.

**Article 5** – L'information du public est assurée comme suit :

- parution du présent arrêté au registre des actes administratifs de la préfecture ;
- insertion d'un encart d'information sur le site internet de la préfecture ;
- Information, au moment de la captation des images, des publics présents sur la zone considérée par des messages vocaux émis régulièrement par les forces de sécurité intérieure présents.

**Article 6**– Le registre mentionné à l'article L. 242-4 du code de la sécurité intérieure est transmis au représentant de l'État dans le département.

**Article 7** – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 8** – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Madame la directrice de cabinet, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée pour affichage et publication à Monsieur le maire de Reims.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 11 juillet 2023

Le préfet,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' followed by a series of loops and a horizontal stroke.

Henri PREVOST

# Services déconcentrés

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne

**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF**  
Portant la création de 33 places de Centre Provisoire d'Hébergement (CPH)  
géré par l'association Club de Prévention d'Epernay  
(N° SIRET : 31472006100055)  
9 avenue Middlekerke  
51200 Epernay

Le Préfet  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, relatif aux modalités d'autorisation, de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux,

**Vu** la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

**Vu** le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L611-2 du code de la santé publique,

**Vu** l'autorisation d'ouverture de la Direction Générale des Etrangers en France en date du 12 mai 2023,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 juin 2023 portant la création de 33 places de Centre Provisoire d'Hébergement géré par l'association Club de Prévention d'Epernay,

**Considérant** la nouvelle implantation géographique des places en date du 14 juin 2023,

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations,

## ARRETE

### Article 1:

L'article 2 de l'arrêté du 14 juin 2023 publié au recueil des actes administratifs le 15 juin 2023 définissant l'implantation géographique des places est modifié comme suit :

Vitry-le-François, Sézanne, Tours-sur-Marne, Ay, Magenta, Pierry, Dizy, Epernay.

### Article 2 :

Les autres articles restent inchangés.

### Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le 10 juillet 2023

Le Préfet

  
Henri PREVOST